

DIPLOMATIE PUBLIQUE

## Vendre la démocratie de marché



Washington interprète l'opposition à sa politique étrangère comme un symptôme de la jalousie et de la frustration des populations arabes devant l'*American Way of Life*. Constatant l'échec de ses campagnes de communication, il a décidé d'en accroître les moyens et de les confier à une protégée de James Baker, Margaret Tutwiler. Des radios et des télévisions en arabes et en persan feront aimer la culture états-unienne aux jeunes musulmans. Mais peut-on vendre l'image impériale des États-Unis comme une marque de soda ?

page 2

### Le retrait de Gaza cache mal les obsessions du gouvernement Sharon

TRIBUNES LIBRES  
INTERNATIONALES

Le député israélien Azmi Bishara regrette l'importance que les Arabes attachent aux tensions du Likoud sur le retrait unilatéral de la bande de Gaza. Le plan Sharon doit être compris pour ce qu'il est : l'expression d'une volonté raciste de maintenir homogène la population israélienne, en se défaisant des Israéliens arabes, quitte à devoir abandonner en contrepartie certaines colonies.

page 7

REPÈRE : 15 FÉVRIER 1898

### Les États-Unis ripostent à un attentat terroriste

La conquête de l'Ouest étant plus ou moins terminée, les États-Unis veulent devenir une puissance coloniale et convoitent l'empire espagnol à leur porte. À Cuba, depuis 10 ans, ils soutiennent une guérilla contre le pouvoir royal espagnol. Mais les choses ne vont pas assez vite. Le 15 février 1898, le cuirassé *USS Maine* saute dans le port de La Havane, tuant près de 300 marins. Le premier rapport indique qu'il s'agit probablement d'un accident. Mais Washington exploite l'émotion populaire et accuse l'Espagne d'avoir torpillé le vaisseau « dans un lâche et ignoble acte de terrorisme ». La presse et les politiques entretiennent l'hystérie nationaliste qui aboutit à la guerre américano-espagnole. Vainqueurs, les États-Unis mettent la main sur Cuba, une partie des Caraïbes, les Philippines, Guam et des bases militaires dans le Pacifique. En Espagne, les historiens affirment que les États-Unis ont eux-mêmes coulé leur navire pour entrer en guerre en évoquant la légitime défense.



### DAVID KELLY NE S'EST PAS SUICIDÉ

Une première lettre au quotidien britannique *The Guardian*, datant du 27 février 2004, rédigée par trois médecins spécialistes, mettait en doute que les éléments de l'autopsie pratiquée sur le cadavre du Dr Kelly prouvent que celui-ci s'était suicidé, comme l'avait admis le rapport Hutton. Le 12 février, dans une nouvelle lettre adressée au journal, trois autres médecins ont apporté leur soutien à cette thèse étayée par un rapport ayant nécessité cent heures de travail, qui examine point par point le verdict de l'autopsie. Sa conclusion indique qu'une artère du poignet sectionnée ne peut entraîner une mort aussi rapide, de même que la concentration en co-proxamol dans le sang de David Kelly n'était en aucun cas suffisante pour provoquer une intoxication mortelle. Ainsi, la thèse officielle sur la mort de l'expert David Kelly est, selon eux, contraire au savoir médical actuel. Pourquoi la commission Hutton s'est-elle alors empressée de travailler sur une hypothèse si improbable ?

## Diplomatie publique

# Vendre la démocratie de marché

**Washington interprète l'opposition à sa politique étrangère comme un symptôme de la jalousie et de la frustration des populations arabes devant l'*American Way of Life*. Constatant l'échec de ses campagnes de communication, il a décidé d'en accroître les moyens et de les confier à une protégée de James Baker, Margaret Tutwiler. Des radios et des télévisions en arabes et en persan feront aimer la culture états-unienne aux jeunes musulmans. Mais peut-on vendre l'image impériale des États-Unis comme une marque de soda ?**



Le président George W. Bush a nommé Margaret DeB. Tutwiler sous-secrétaire d'État en charge de la diplomatie publique. Elle succède à Charlotte Beers, démissionnaire pour raison de santé. Elle a pris des fonctions après que sa nomination eut été confirmée le 9 décembre 2003 par le Sénat, mais ne s'est publiquement exprimée pour les premières fois que les 4 et 9 février 2004, à l'occasion d'auditions devant la Chambre des représentants. Elle y a

présenté ses objectifs et ses méthodes.

Rappelons tout d'abord que l'expression « **diplomatie publique** » est utilisée en américain politiquement correct à la place du mot anglais « propagande ». Créé par Madeleine K. Albright à partir d'administrations héritées de la Guerre froide, le sous-secrétariat d'État est chargé d'utiliser les techniques de la publicité commerciale pour vendre l'image des États-Unis dans le monde. On croit en effet, à Washington, que les peuples adhèrent à la « démocratie de marché » pour les mêmes motifs qui leur font consommer des produits de marques.

## La maîtresse de James Baker



Selon sa biographie officielle, Margaret DeB. Tutwiler est une attachée de presse qui a fait l'essentiel de sa carrière dans les administrations Ford, Reagan et Bush père. Elle est en réalité beaucoup plus que cela. Si elle est entrée dans les milieux politiques comme attachée de presse dans l'équipe électorale de Gerald R. Ford, elle est rapidement devenue la maîtresse de **James A. Baker III**, dont elle est encore aujourd'hui la protégée. C'est grâce à ce mentor prestigieux

qu'elle a gravi les marches à Washington.

En 1990, c'est elle qui confirma à Saddam Hussein, au nom du secrétaire d'État de l'époque James Baker, que les États-Unis n'avaient pas d'accord de défense avec le Koweït, tandis que l'ambassadrice à Bagdad, April Gaspie, affirmait que le litige Irak-Koweït était une affaire « intérieure » irakienne. Le président irakien en avait conclu que les États-Unis n'interviendraient pas en cas de réunification de l'Irak par la force et qu'il pouvait donc envahir impunément le Koweït.

C'est encore elle qui fut chargée par James Baker de vendre la guerre de Bosnie aux médias occidentaux.

Alors qu'elle a mené toute sa carrière comme assistante de James Baker, elle entre, sans lui, à la Maison-Blanche en janvier 2001 pour rejoindre l'équipe de communication du président George W. Bush. En juillet 2001, elle est nommée ambassadrice au Maroc. Mais en août 2003, elle rejoint le pro-consul L. Paul Bremer à Bagdad pour assurer la difficile communication de l'Autorité provisoire de la Coalition.

## Redresser une « diplomatie publique » en échec

La nomination de Margaret Tutwiler au sous-secrétariat d'État à la diplomatie publique ne doit rien au hasard, mais au patient travail de son mentor James A. Baker III. Après l'attaque de l'Afghanistan, l'image des États-Unis se détériore à grande vitesse. Le président de la Commission des relations internationales de la Chambre des représentants, Henry J. Hyde, tire la sonnette d'alarme. Il faut réactiver les outils de la Guerre froide pour la « guerre au terrorisme ».

► La Commission consultative sur la diplomatie publique souligne que les échecs ne sont pas dus à un manque de budget (plus de 600 millions de dollars annuels), mais à une organisation cacophonique entre la Maison-Blanche, le département d'État et celui de la Défense. Il faut donc réformer les structures et les coordonner pour mettre fin au gaspillage et aux contradictions [1].

► Les démocrates s'engouffrent dans la brèche : Madeleine K. Albright dirige un sondage international du Pew Research Center [2] confirmant la montée de

« l'antiaméricanisme » et ne se prive pas de commentaires sur les conséquences désastreuses de la politique étrangère de l'administration Bush.

► Le Conseil des relations étrangères se jette dans la bataille et propose, ni plus ni moins, que l'on réconcilie les différentes administrations concernées en les plaçant sous l'autorité d'un Conseil, à la Maison-Blanche, ayant un statut équivalent à celui du Conseil de sécurité nationale [3].

► Mais cet élan est brusquement interrompu par la publication d'un rapport de la Cour des comptes. Il établit que les crédits sont d'autant plus mal dépensés qu'il n'existe aucune stratégie générale comparable à celle des grandes agences de publicité et que les personnels recrutés pendant la Guerre froide contre l'URSS n'ont aucune compétence pour le Proche-Orient [4].

► Le Centre d'étude de la présidence apporte sa contribution en dressant une évaluation des actions efficaces, avec une mention particulière pour la **Fondation nationale pour la démocratie** (NED) et pour les programmes de radio [5].

► Puis, c'est au tour de la Fondation Heritage de plaider pour une abrogation de la loi prohibant les actions de diplomatie publique sur le territoire US [6]. L'enjeu se déplace donc : il ne s'agit plus seulement de vendre la politique de la Maison-Blanche à l'étranger, mais aussi de vendre Bush aux électeurs états-uniens.

► Recadrant le débat, la Brookings Institution préconise de choisir les jeunes musulmans comme cible prioritaire [7].

► C'est dans ce contexte polémique que le représentant Frank Wolf, qui reprend régulièrement au Congrès les thèses de son ami Baker, commande au nom de la Commission des finances un rapport sur la diplomatie publique dans le monde arabe et musulman. Le groupe consultatif qui le rédige est présidé par... l'ambassadeur Edward P. Djerejian, directeur de l'Institut James A. Baker III. Il va définir les objectifs aussi bien que le profil de la personne adéquate pour les réaliser [8].

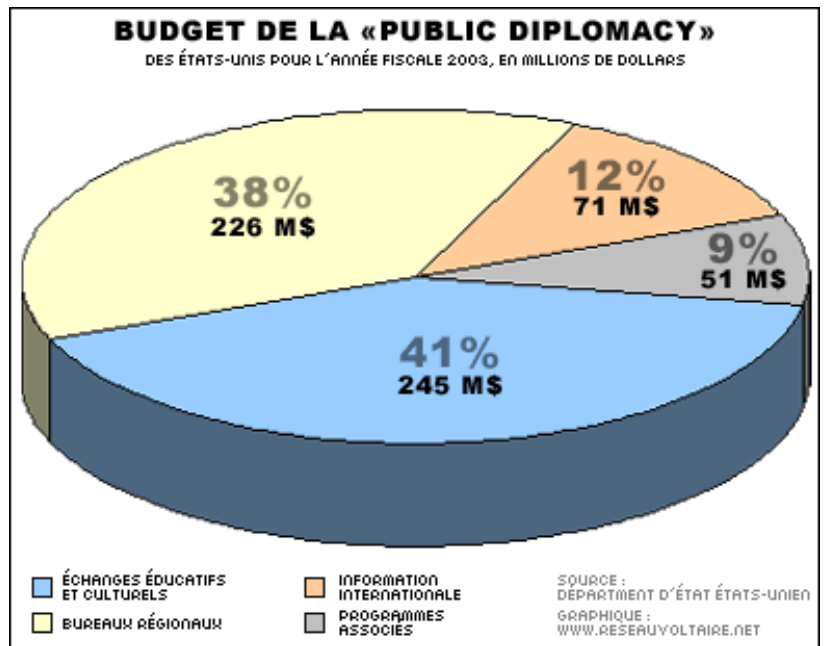
## L'antiaméricanisme ou la jalousie de l'American Way of Life

Lors de son audition de confirmation, Margaret Tutwiler a candidement indiqué que le problème de l'antiaméricanisme était mal posé. Les terroristes ne sont pas plus représentatifs des musulmans que Timothy McVeight (auteur de l'attentat d'Oklahoma City) ne l'est des États-Unis. En fait ces gens ne sont pas méchants, plutôt incultes, et il suffit donc de leur faire aimer la culture américaine pour qu'ils apprécient la politique étrangère de Washington [9]. Après deux mois d'exercice, Margaret Tutwiler a répondu aux questions des représentants. Au passage, ceux-ci l'ont mis à mal quant à son travail en Irak aux côtés de Paul Bremer. Aujourd'hui, le sous-secrétariat d'État dépense l'essentiel de son budget pour financer les études aux États-Unis de jeunes étrangers pour en faire des « messagers de l'Amérique ». Il subventionne également la traduction de livres et le doublage de films états-uniens, sur le principe que la culture US est supérieure aux autres et plus attractive. Enfin, il multiplie les programmes radios (Radio Free Europe, Radio Sawa, Radio Farda...) et télévisés (Worldnet) pour contrebalancer les médias autochtones. Bien entendu, Margaret Tutwiler était accompagnée de l'ambassadeur Edward P. Djerejian. Celui-ci a souligné l'importance de la diplomatie publique pour la sécurité des États-Unis, dans la mesure où l'antiaméricanisme est source de

terrorisme. Aucun représentant n'a bronché : aujourd'hui, la langue de bois est telle à Washington que l'on confond les conséquences et les causes.

L'antiaméricanisme, concept issu de la Guerre froide, serait une donnée en soi, surgissant de la jalousie du reste du monde devant l'*American Way of Life*.

Tout cela serait donc psychologique et non pas politique. On en voudrait à « l'Amérique », pas à l'impérialisme de Washington.



Quoi qu'il en soit, la décision de concentrer tous les efforts de la diplomatie publique, de la Fondation nationale pour la démocratie, de la CIA et le déploiement des troupes au Proche-Orient manifeste une volonté de longue durée de s'installer dans cette région du monde. Mais l'incompréhension des réactions humaines face à ce nouveau colonialisme laisse présager de nouveaux conflits. En outre, la croyance des élites washingtoniennes selon laquelle on peut dominer le Proche-Orient en transformant ses habitants en simples consommateurs marque, au fond, le véritable choc des civilisations.

[1] *Building America's Public Diplomacy Through a Reformed Structure and Additional Resources*, US Advisory Commission on Public Diplomacy (State department, 2002).

[2] *What the World Thinks in 2002*, Pew Research Center, décembre 2002.

[3] *Finding America's Voice : A Strategy for Revigorating U.S. Public Diplomacy*, par une Task Force indépendante (Council on Foreign relations, 2003).

[4] *U.S. Public Diplomacy* (General Accounting Office, septembre 2003), Réf. GAO-03-951.

[5] *An Initiative : Strengthening U.S.-Muslim Communications* (Center for the Study of the Presidency, 2003).

[6] *How to Revigorate U.S. Public Diplomacy*, par Stephen Johnson et Helle Dale (Heritage Foundation, 2003).

[7] *The Youth Factor : The New Demographics of the Middle East and the Implications for U.S. Policy* (Brookings Institution, 2003).

[8] *Changing Minds, Winning Peace, A New Strategic Direction for U.S. Public Diplomacy in the Arab & Muslim World* (House's Committee on Appropriations, 2003).

[9] Audition de confirmation devant la Commission sénatoriale des Affaires étrangères, 29 octobre 2003.

## Voltaire

*Voltaire* est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

**Directeur de la publication** : Thierry Meyssan.

ISSN en cours. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

**Prix au numéro** (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

### Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et société 180 €.

Paiement électronique sécurisé : [www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php) .



# Le retrait de Gaza cache mal les obsessions du gouvernement Sharon

## Analyse

L'ancien Premier ministre australien, Bob Hawke, a prononcé un important discours à Hong-Kong, dont *The Age* reproduit des extraits. Il y affirme que les politiciens australiens sont partagés entre la loyauté envers l'allié états-unien et celle envers leur pays. Face à la politique de l'administration Bush et à son action immorale en Irak, l'Australie, conclut-il, doit se démarquer et défendre ses principes.

Sir Manzi Campbell, s'exprimant dans le *Guardian* au nom du Parti libéral démocrate britannique, rappelle que le texte voté par la Chambre des communes pour engager les troupes en Irak porte mention explicite de la « feuille de route ». Les députés croyaient en effet que le renversement de Saddam Hussein favoriserait le processus de paix en Palestine. Sur ce point aussi, ils ont été déçus. Pendant ce temps, la situation a empiré avec la construction du Mur. L'Union européenne peut agir tout de suite, en faisant jouer les clauses prévues par les accords économiques. Elle doit suspendre ses échanges avec Israël tant que le Mur n'aura pas été démantelé.

Par ailleurs, le député israélien Azmi Bishara regrette dans *Al-Ahram* l'importance que les Arabes attachent aux tensions à l'intérieur du Likoud. Au-delà de celles-ci, le plan Sharon de retrait unilatéral doit être compris pour ce qu'il est : l'expression d'une volonté raciste de maintenir homogène la population israélienne en se défaisant des Israéliens arabes, quitte à devoir abandonner en contrepartie certaines colonies. L'élu arabe israélien dénonce l'obsession d'Israël pour sa démographie, une obsession qu'il estime être unique

au monde.

La question démographique est cependant également au centre de l'étude sur la Russie de Nicholas Eberstadt de l'American Enterprise Institute dans le *Washington Post*. Le pays se dépeuple et vieillit. Compte tenu de l'incapacité des politiciens à traiter les racines du problème, ce phénomène durera et la Russie ne pourra pas retrouver son rang politique antérieur. Le Guerrier froid compte donc sur le temps pour venir à bout définitivement de son adversaire. Reste que, d'une manière générale, la politique influe autant sur la démographie que l'inverse, de sorte que ce genre de prévision est aléatoire.

Au moment où le Bureau des plans spéciaux du Pentagone renforce la pression sur l'Iran, James E. Goodby et Fred Hill, proches du département d'État, plaident au contraire dans l'*International Herald Tribune*, pour un apaisement avec Téhéran. Cela leur semble d'autant plus possible que Colin Powell a réussi à imposer cette politique à son adjoint, le faucon Richard L. Armitage.

Enfin, dans une interview à *Oumma.Com*, le porte-parole de la confédération paysanne, José Bové, dénonce l'interdiction des signes religieux ostensibles comme une loi anti-musulmane. Il rappelle que la question du foulard ne se pose pas dans les écoles, et n'est jamais qu'une expression de la lepénisation des esprits et de la dérive sécuritaire qui s'ensuit. Il appelle donc à manifester samedi contre la loi.

Réseau Voltaire

## Bob Hawke



Bob Hawke est ancien  
Premier ministre australien.

### « La loyauté envers notre nation doit dépasser les devoirs vis-à-vis des États-Unis »

Source : The Age

Référence : « Loyalty to our nation overrides duty to US », par Bob Hawk, *The Age*, 13 février 2004. Cette tribune est adaptée d'un discours prononcé devant la Chambre de commerce australienne de Hong Kong.

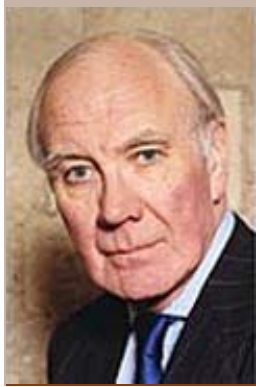
Immédiatement après le 11 septembre, le monde s'est regroupé autour des États-Unis pour faire face au terrorisme international. Depuis, ce front uni s'est érodé en raison des nouvelles doctrines militaires énoncées par l'administration Bush et des mesures prises en leur nom. La stratégie de sécurité nationale se fonde sur le principe des frappes préventives contre les pays de leur choix désigné sous l'appellation d' « Axe du mal ». L'invasion de l'Irak reflète cette doctrine qui pose les États-Unis comme modèle de vertu, ce que de plus en plus de pays rejettent.

Il est difficile de voir les États-Unis comme vertueux avec l'invasion en Irak. On nous a d'abord affirmé que le motif de la guerre était les armes de destruction



massive puis, n'ayant rien trouvé, on nous a affirmé que l'objectif était le changement de régime et la guerre au terrorisme, comme si Ben Laden avait versé une larme sur l'arrestation de l'apostat Saddam Hussein. L'unilatéralisme explicite de la doctrine des frappes préventives se manifeste également dans le rejet du protocole de Kyoto et de la **Cour criminelle internationale**. Nous vivons dans un monde où la première puissance mondiale est prête à agir en dehors des institutions internationales pour agir selon son intérêt. La politique belliqueuse des néo-conservateurs est inquiétante et l'Australie ne devrait pas la suivre en s'éloignant de ses principes.

## Menzies Campbell



Sir Menzies Campbell est vice-président du parti Libéral démocrate britannique et son porte parole pour les affaires étrangères.

### « Nous devons agir maintenant contre le mur d'Israël »

Source : The Guardian

Référence : « We must act now over Israel's wall », par Menzies Campbell, *The Guardian*, 13 février 2004.

Il est très improbable que le gouvernement ait reçu l'accord de la **Chambre des communes** pour faire la guerre en Irak s'il n'avait pas assuré les député qu'on trouverait des armes de destruction massive en Irak et que la guerre permettrait de relancer le processus de paix israélo-palestinien en mettant fin au soutien de Saddam Hussein aux terroristes palestiniens. Le texte en faveur du déclenchement des actions militaires faisait explicitement référence à la « **feuille de route** ».

Pourtant, l'action des États-Unis et du Royaume-Uni dans ce domaine a été particulièrement faible hormis la présence à quelques sommets. Elle a principalement consisté à tenter d'empêcher la Cour de justice de La Haye de se pencher sur la légalité de la construction du mur de sécurité israélien. Les États-Unis et le Royaume-Uni ne peuvent par conséquent plus être vus comme des partenaires honnêtes par les Palestiniens. La construction de ce mur, condamné internationalement, doit cesser car il rend la solution des deux États impossible et affaiblit l'Autorité palestinienne, laissant un boulevard au Hamas.

L'urgence de la situation doit être comprises à Washington et en Europe. Le retrait unilatéral israélien ne résoudra rien. Il faut que l'Union européenne affirme son soutien à l'Autorité palestinienne en échange de la lutte contre la corruption et le terrorisme, mais le corollaire est qu'Israël mette fin à l'occupation. On ne peut plus attendre une action de Washington qui adviendra au mieux après novembre. Il faut que l'Europe agisse en faisant pression sur Israël par le biais des échanges économiques et des accords de libéralisation du commerce.

## Azmi Bishara



Membre de la communauté arabe israélienne, Azmi Bishara est élu à la Knesset. Le gouvernement Sharon avait tenté de lui interdire de se présenter à la dernière élection législative en raison de ses prises de positions.

## « Unilatéralement raciste »

Source : Al-Ahram

Référence : « Unilaterally racist », par Azmi Bishara, *Al Ahram Weekly*, 13 février 2004.

Ariel Sharon n'est pas prêt à céder à l'Autorité palestinienne des territoires acquis en 1948. Il s'apprête à annexer des territoires conquis en 1967. C'est l'idée dissimulée derrière le « retrait unilatéral ». Le psychodrame concernant l'évacuation des colonies au sein du gouvernement ne fait que cacher que l'évacuation de certaines colonies permet la consolidation des autres. Pendant que l'opinion internationale et arabe se concentre sur la crise dans la droite israélienne, elle oublie que l'objectif principal de Sharon est d'imposer unilatéralement des frontières et d'imposer le contrôle israélien sur des parties de la Cisjordanie.

L'opinion arabe se focalise sur les discours et les actes de Sharon comme s'il était le seul acteur dans cette histoire. Chaque fois qu'il rejette un plan de paix arabe, le plan suivant offre de nouvelles concessions. Dans les accords de Genève, la gauche sioniste a obtenu un abandon du droit au retour alors qu'elle n'est même pas au pouvoir. Les Arabes sont manipulés par Sharon et ils le resteront tant qu'ils ne présenteront pas un front uni derrière des propositions communes. Cela doit commencer par un programme commun unissant l'Autorité palestinienne et les groupes résistants. Le dialogue doit s'engager sur des bases plus larges que les demandes de cessez-le-feu de l'Autorité palestinienne et l'objectif de survie des factions. Il faut également exiger que le cessez-le-feu soit bilatéral.

En attendant, Sharon veut annexer des territoires palestiniens en échange de territoires comprenant des Arabes israéliens, pourtant citoyens d'Israël, mais considérés comme un « danger démographique » dans la logique raciste d'Israël. Comme le « transfert » n'est pas possible sans un bain de sang, on parle aujourd'hui de laisser des territoires où ils vivent ou bien de contrôler les territoires mais de les priver de leurs droits en Israël et les placer sous l'autorité de l'Autorité palestinienne. Israël est le seul pays obsédé par sa démographie, une approche qui serait considérée comme raciste partout ailleurs.

## Nicholas Eberstadt



Ancien expert du département d'État et de la Banque mondiale, Nicholas Eberstadt détient la chaire Henry Wendt de l'économie politique de l'American Enterprise Institute.

### « La Russie se vide »

Source : Washington Post

Référence : « The Emptying of Russia », par Nicholas Eberstadt, *Washington Post*, 13 février 2004.

La Russie est aujourd'hui affectée par des tendances démographiques préoccupantes du fait de son faible taux de natalité et son fort taux de mortalité qui conduisent à une dépopulation. Les racines de ces tendances sont profondément ancrées et les renverser demandera un travail conséquent. Malheureusement, les responsables politiques et l'électorat russe n'ont pas encore pris la mesure du phénomène.

En 1992, la population russe s'élevait à 148,7 millions d'habitants et elle est aujourd'hui de 144,5 millions malgré un flux migratoire positif sur la période. D'après l'ONU, une douzaine de pays ont perdu des habitants sur la même période et dix ont perdu une part plus importante que la Russie. Mais contrairement à ces pays, Moscou n'a pas connu de guerre ou d'émigration massive. Le bureau du recensement états-unien estime que la perte de population entre 2000 et 2025 s'élèvera à dix millions d'habitants, mais ils sont optimistes et l'ONU estime pour sa part que la perte de population sera de 21 millions d'habitants. Aujourd'hui, la Russie connaît 170 décès pour 100 naissances et on peut penser que cette tendance va se poursuivre.

Le taux de fécondité par femme, actuellement d'1,19, pourrait rebondir avec l'amélioration de la situation économique et politique, mais il existe des éléments faisant obstacle à ce retour. En effet, 13 % des couples russes sont stériles en raison de problèmes médicaux (selon certaines expertises, les avortements en Russie provoquent la stérilité dans 10 à 20 % des cas) et il faut ajouter à cela le développement des maladies vénériennes. On assiste dans le même temps à une diminution des mariages et à un accroissement des divorces. En passant à l'économie de marché, la Russie a également rapproché son taux de fécondité des autres pays européens.

Toutefois, contrairement aux pays européens dont la natalité a baissé, le taux de mortalité en Russie s'est élevé et l'espérance de vie des hommes a diminué de cinq ans entre 1961 et 2002 pendant que celle des femmes baissait très légèrement. Cela est dû à un accroissement phénoménal du nombre de maladies cardiovasculaires (le taux des décès pour cette raison est quatre fois plus important qu'en Irlande qui a le taux le plus élevé de l'Union européenne). Cela est dû au stress économique, à l'anomie sociale, au caractère défectueux du système médical et à l'alcoolisme.

Les politiciens russes ne traitent le problème de la dépopulation qu'en encourageant des politiques natalistes coûteuses et peu efficaces, mais pas en affrontant les problèmes de la santé. Cette tendance à la dépopulation aura des conséquences en termes politiques et économiques.

## James E. Goodby, Fred Hill



James E. Goodby est diplomate états-unien. Il est membre du Center for Northeast Asian Policy Studies de la Brookings Institution. Il a été négociateur en chef lors des pourparlers du plan Nunn-Lugar avec la Russie, sous l'administration Clinton.

Ancien reporter en Iran au moment de la révolution islamique de 1979 pour le *Baltimore Sun*, Fred Hill travaille au département d'État.

## « L'Amérique et l'Iran doivent parler »

Source : International Herald Tribune

Référence : « America and Iran need to talk », par James E. Goodby et Fred Hill, *International Herald Tribune*, 13 février 2004. Le journal stipule que les vues exprimées n'engagent que leurs auteurs.

25 ans après la révolution islamique en Iran, le pays est paralysé à presque tous les niveaux institutionnels et Khatami lutte pour conserver sa légitimité face au Conseil des gardiens. Le frère du président a déclaré que son parti boycotterait les élections. Beaucoup de gouverneurs ou de membres de ministères ont menacé de démissionner et, étrangement, le Conseil des Gardiens a refusé la demande Khamenei de revenir sur sa décision. Il s'agit d'un revers pour tous les Iraniens qui souhaitent plus de démocratie, d'ouverture économique et le retour de leur pays sur la scène politique internationale, mais ce revers ne peut être que passer vues les orientations de la jeunesse iranienne qui arrivera tôt ou tard au pouvoir.

Cette situation en Iran a masqué un rapprochement lent de l'administration Bush avec Téhéran. Ainsi, **Richard L. Armitage** a déclaré au Sénat que le changement de régime en Iran n'était plus l'objectif de Washington et **Colin Powell** a affirmé, suite au tremblement de terre de Bam, qu'il fallait envisager des pourparlers directs. La crise politique en Iran ne doit pas décourager l'administration Bush de poursuivre dans cette voie. Une nouvelle relation entre les deux pays bénéficierait à chacun d'eux.

L'Iran, comme les États-Unis veulent un Irak et un Afghanistan stables. L'acceptation par l'Iran d'inspections renforcées de son dispositif nucléaire démontre que Téhéran adopte désormais un comportement plus pragmatique. Il faut donc agir symboliquement du côté états-unien en envoyant un responsable politique de haut rang comme **Condoleezza Rice** ou **Colin Powell** en Iran une fois la crise politique terminée.

José Bové



Figure du mouvement altermondialiste, José Bové est porte parole de la Confédération paysanne.

## « J'appelle à la manifestation du samedi 14 qui est fondamentale »

Source : Oumma.Com

Référence : « J'appelle à la manifestation du samedi 14 qui est fondamentale », par José Bové, *Oumma.com*, 13 février 2004. Ce texte est adapté d'une interview.

Comme beaucoup de gens, j'ai été surpris par cette « affaire du foulard » qui a été instrumentalisée pour détourner l'attention des vrais problèmes. En discutant avec les enseignants, les responsables de lycées et les éducateurs, on se rend compte qu'il n'y a pas de réels problèmes. Cette loi est inutile et dangereuse. On montre du doigt une religion et on s'attaque également à la liberté individuelle. Dans le même temps, avec la loi Perben II, la France devient une société dans laquelle l'individu devient suspect. L'État ne protège plus ses habitants, il se protège d'eux.

Il est difficile de dire de quoi demain sera fait, mais on assiste heureusement à une mobilisation contre cette tendance de la société et de plus en plus de gens se regroupent. C'est une démarche positive, comme il est positif que des communautés religieuses ou philosophiques se regroupent dans les nouveaux réseaux, tel que le FSE où le sommet de Bombay.

On ne peut pas accepter la stigmatisation d'une société. Si aujourd'hui la communauté musulmane est visée, c'est parce que la France n'en a pas fini dans sa relation avec le Maghreb autour de la question de la question coloniale. Je ne sais pas si la situation actuelle est plus due à Le Pen qu'à Nicolas Sarkozy, où qu'à certaines personnalités de gauche tentées par la logique sécuritaire, mais aujourd'hui l'individu est menacé et il faut se mobiliser, dans la rue et par le vote.

J'espère que beaucoup manifesteront le samedi 14 février contre cette loi.